

gouvernement avait, bien entendu, dans l'esprit bien d'autres raisons que le coût, j'imagine, lorsqu'il a choisi l'île du Cap-Breton comme emplacement de cette nouvelle usine, l'une étant, et non la moindre, qu'il s'agit d'une région où le chômage est fort élevé. Pareil emplacement s'inscrivait vraisemblablement dans le cadre du programme de mise en valeur régionale, tant vanté par le gouvernement.

Toutefois, je n'aborderai pas maintenant ce domaine, n'étant pas compétent en la matière. Je songe à une ou deux choses dont je vais parler pendant environ dix minutes pour libérer mon esprit. Dans la déclaration que l'honorable Duff Roblin a faite à la conférence fédérale-provinciale la semaine dernière, il a parlé de ce qu'il a appelé une crise de priorités. Voilà un bon choix de mots et je tiens à en approfondir le sens du point de vue de l'aide que le gouvernement fédéral accorde à l'enseignement universitaire. Voilà un domaine de notre vie actuelle qui prend rapidement des proportions de crise et sur lequel, je l'espère, le nouveau gouvernement se penchera au plus tôt. Le programme de bourses tant prôné par le parti libéral sera inutile si les universités ne peuvent pas recevoir les étudiants titulaires de ces bourses.

En mai dernier, la Fondation canadienne des universités a présenté un mémoire au premier ministre. Jusqu'à ce jour, le gouvernement n'a nullement fait connaître ses intentions. Le mémoire expose sans ambages les difficultés qu'éprouvent les universités et les collègues canadiens à faire face à leurs grandes responsabilités envers les citoyens canadiens. Il signale notamment trois besoins. D'abord des subventions aux universités de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, lesquelles s'imposent par suite du nombre d'universités. Deuxièmement, les besoins croissants de nouvelles installations de recherches dans les écoles médicales et les hôpitaux affiliés à des universités. Incidemment, un grand nombre parmi nous avons entendu la déclaration vigoureusement exprimée à ce sujet jeudi dernier par M. John McCreary, doyen de la faculté de médecine à l'université de Colombie-Britannique. Troisièmement, la nécessité d'assurer des fonds pour la construction de bibliothèques universitaires, l'achat de livres et d'aides aux recherches dans les bibliothèques. Il va de soi que ces problèmes n'ont rien à voir à la grave crise touchant l'assistance générale aux universités.

Dans son mémoire présenté au premier ministre, la Fondation déclare carrément et hardiment qu'elle est:

...alarmée du fait que des institutions canadiennes d'enseignement supérieur ne cessent de tirer de l'arrière en ce qui touche les installations

qui s'imposent par suite de l'augmentation rapide du nombre des étudiants inscrits et pour faire face aux besoins croissants de formation professionnelle et universitaire. Les installations existantes deviennent de plus en plus insuffisantes chaque année.

J'ai eu l'avantage de travailler de près avec le président de l'université du Nouveau-Brunswick. Je suis au courant de l'œuvre qu'il accomplit et de la crise de priorités que traversent les projets de cette institution. Il est primordial que l'on fasse quelque chose au plus tôt. Dans un rapport publié le mois dernier et auquel les journaux ont fait écho, M. Davidson Dunton, président de l'université Carleton, étudie attentivement ce problème, en ce qui concerne son université.

Le mémoire de la Fondation canadienne des universités est tissé de mots comme «crise, urgence, augmentation des inscriptions, nécessité d'agir, promptitude», et bien d'autres. Ce ne sont pas des mots parasites semés ici et là à travers le mémoire: ils s'appuient sur des données statistiques et des exemples concrets.

Des derniers bancs de l'opposition, j'engage fortement le gouvernement à faire tout de suite le nécessaire. Nous n'avons pas besoin de comités nombreux qui fassent des projets pour le centenaire: les préparatifs pourraient commencer demain. Ils pourraient revêtir la forme d'un programme d'aide massive pour répondre aux besoins de nos universités. Le gouvernement montrerait ainsi qu'il comprend que les besoins sont prioritaires dans ce domaine de responsabilités. Il semble que nous pouvons consacrer des millions aux expositions mondiales mais que nous hésitons à fournir un effort véritable et concerté pour venir en aide aux universités du pays. Je recommande le mémoire de la Fondation canadienne des universités au gouvernement et, si je puis dire, au Parlement. Si ce mémoire a besoin d'être appuyé, qu'il me soit permis de rappeler au comité qu'il y a à peu près deux ans, la conférence nationale des universités et des collèges du Canada s'est réunie à Ottawa. Les délibérations de cette conférence furent publiées et tout le monde peut prendre connaissance des résolutions. Je recommande aux membres du gouvernement et au Parlement de lire ce document.

Chose certaine, nous devons admettre qu'il existe une crise des priorités au Canada. Parmi nos projets de célébration du centenaire, nous pourrions en avoir un d'allure philosophique et pourtant fondamental, qui verrait à donner à nos universités et à nos écoles tout ce qu'il leur faut afin que, comme M. Walter Lippmann l'a écrit il y a plus de vingt ans, elles cessent d'envoyer dans le monde des hommes qui ne comprennent plus rien aux principes de base de la société dans laquelle ils doivent vivre.